

DEPARTEMENT DES PYRENEES ATLANTIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE (CAPB)

PERIMETRE ADOUR URSULA



REVISION DU ZONAGE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

COMMUNE DE BONLOC

NOTICE EXPLICATIVE

SEPTEMBRE 2020

Etabli par :

2AE Assistance Environnement Aménagement
Technopole Hélioparc
2, Avenue Pierre Angot – 64053 PAU Cedex 9
2ae.64@orange.fr



SOMMAIRE

I. Contexte – Rappels.....	3
1/ Réglementation applicable	3
2/ Aspects technico-économiques	4
 II. Analyse de l'existant.....	 5
1/ Données sur le territoire	5
A. Géographie	5
B. Démographie et activités.....	6
C. Géologie - Hydrographie	7
2/ Système d'assainissement collectif	9
A. Réseau de collecte.....	9
B. Station d'épuration	9
3/ Assainissement non-collectif.....	11
A. Principes (rappels)	11
B. Assainissements non-collectifs existants	12
C. Filières applicables.....	16
 III. Scénarios d'assainissement.....	 17
1/ Financements de l'assainissement	17
A. Assainissement collectif	17
B. Assainissement non-collectif	17
2/ Scénarios par zone	18
A. Centre-Bourg.....	18
B. Reste de la commune	18
 IV. Conclusion – Proposition de zonage.....	 19

LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Localisation de la commune de Bonloc (orthophotographie)</i>	<i>5</i>
<i>Figure 2 : Représentation topographique du territoire</i>	<i>6</i>
<i>Figure 3 : Extrait de la carte géologique d'Iholdy (1/50 000).....</i>	<i>7</i>
<i>Figure 4 : Réseau hydrographique de Bonloc</i>	<i>8</i>
<i>Figure 5 : Représentation graphique de la qualité des rejets.....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 6 : Schéma de principe d'un assainissement non-collectif.....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 7 : Résultats des diagnostics ANC</i>	<i>15</i>

I. Contexte – Rappels

Cette notice présente le zonage assainissement collectif de la commune de Bonloc.

Le zonage d'assainissement fixe par secteur le type d'assainissement à mettre en œuvre, à la fois pour répondre aux besoins démographiques et préserver le milieu naturel.

Il permet à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées sur son territoire et constitue un outil pour la gestion de l'urbanisme.

1/ Réglementation applicable

La Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 et son décret d'application du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées imposent aux communes ou à leurs établissements publics la délimitation de leurs **zones d'assainissement**.

La nouvelle loi sur l'Eau du 30 Décembre 2006 vient confirmer cette obligation. Ainsi l'article L.2224- 10 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après soumission à enquête publique :

1^o Les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2^o Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. »

L'assainissement non collectif est considéré comme une alternative à l'assainissement collectif dans les secteurs où ce dernier ne se justifie pas, soit du fait d'une absence d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif. La notion de coût excessif doit être envisagée au regard de la densité de l'habitat.

La validation du zonage retenu est approuvée par le Conseil Municipal après enquête publique réalisée dans les conditions prévues par le Code de l'environnement (Livre I, titre II, chapitre III).

Le dossier soumis à enquête publique comprend un projet de carte de zonage d'assainissement de la commune et une notice justifiant le zonage envisagé.

Les installations d'assainissement non collectif qui, par ailleurs, présentent un danger pour la salubrité publique ou un risque de pollution avéré pour l'environnement doivent être réhabilitées au plus tard dans les 4 ans qui suivent le contrôle réalisé par la commune ou le service public d'assainissement non collectif (SPANC) (art L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique).

NB : Le zonage d'assainissement n'est pas un document de programmation des travaux : il ne crée pas de droits acquis pour les tiers, ne fige pas une situation en matière d'assainissement et n'a pas d'effet sur l'exercice par la commune de ses compétences c'est à dire :

- En délimitant les zones, la commune ne s'engage pas à réaliser des équipements publics, ni à étendre les réseaux existants. En identifiant les zones dans lesquelles l'assainissement collectif ne présente aucun intérêt pour l'environnement et est trop onéreux, elle ne signifie pas que sur le reste du territoire le réseau doit desservir l'ensemble des constructions ;
- Les constructions situées en zone "d'assainissement collectif" ne bénéficient pas de droits à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs. En l'absence de réseau il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel aux normes et maintenu en bon état de fonctionnement, même pour les constructions neuves ;
- Le zonage est susceptible d'évoluer, pour tenir compte des situations nouvelles. Ainsi des projets d'urbanisation à moyen terme peuvent amener la commune à basculer certaines zones en assainissement collectif. L'anticipation de ces projets est néanmoins prévue pour le zonage défini dans le présent document.

2/ Aspects technico-économiques

L'opportunité du choix de la réalisation d'un assainissement collectif au lieu de la mise en œuvre d'assainissements non collectifs (à la parcelle) dépend essentiellement de deux critères :

- Intérêt pour l'environnement : ceci est le cas lorsque les conditions de sol (perméabilité) et d'environnement (pente, nappe phréatique, absence de cours d'eau, ...) ne permettent pas de réaliser des assainissements non collectifs offrant des garanties de traitement suffisantes (DBO_5 : 35 mg/l – MES : 30 mg/l) ;
- Coût non excessif : ce critère peut être atteint lorsqu'une densité urbaine actuelle, ou future, suffisante permet de densifier le nombre de raccordements au réseau (nombre de branchement par unité de longueur de réseau), que la topographie n'entraîne pas de contraintes trop importantes (postes de pompage) et que le débit du cours d'eau de rejet est suffisant pour accepter les effluents traités par des technologies standard.

II. Analyse de l'existant

1/ Données sur le territoire

A. Géographie

Bonloc est une commune des Pyrénées Atlantiques (64) et se situe dans l'aire de fonctionnement de l'agglomération bayonnaise. Elle s'étend sur un territoire de 1,02 km², ce qui fait d'elle la plus petite commune du département en superficie. Elle est rattachée au canton du Pays de Bidache qui lui-même fait partie de la CAPB (voir fig. 1).

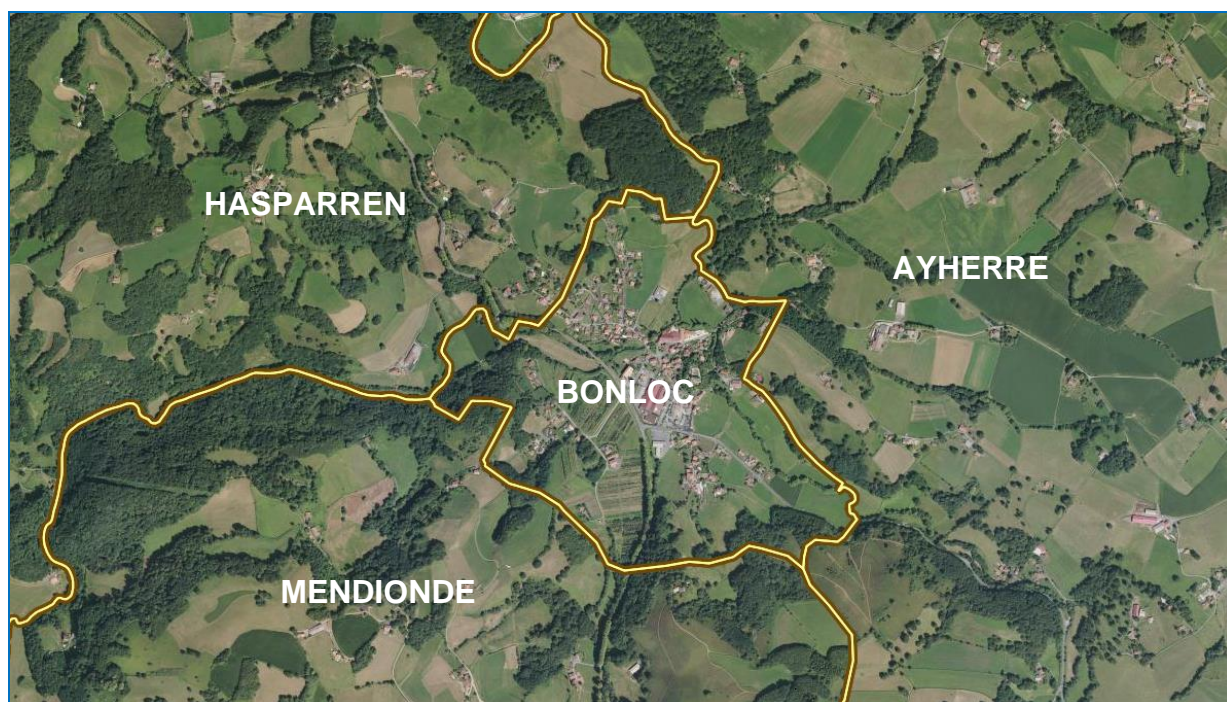


Figure 1 : Localisation de la commune de Bonloc (orthophotographie)

Le territoire de Bonloc est majoritairement constitué de zones agricoles, avec un tissu urbain toutefois important. Il se compose en effet de :

- 15 % de surfaces boisées,
- 50 % de prairies,
- 35 % de zones bâties,

La commune de Bonloc est située dans une cuvette topographique. Le point le plus haut culmine à 146 m NGF, le plus bas étant situé à 50 m NGF. Au niveau du bourg l'altitude moyenne est de 60 m (voir fig. 2).

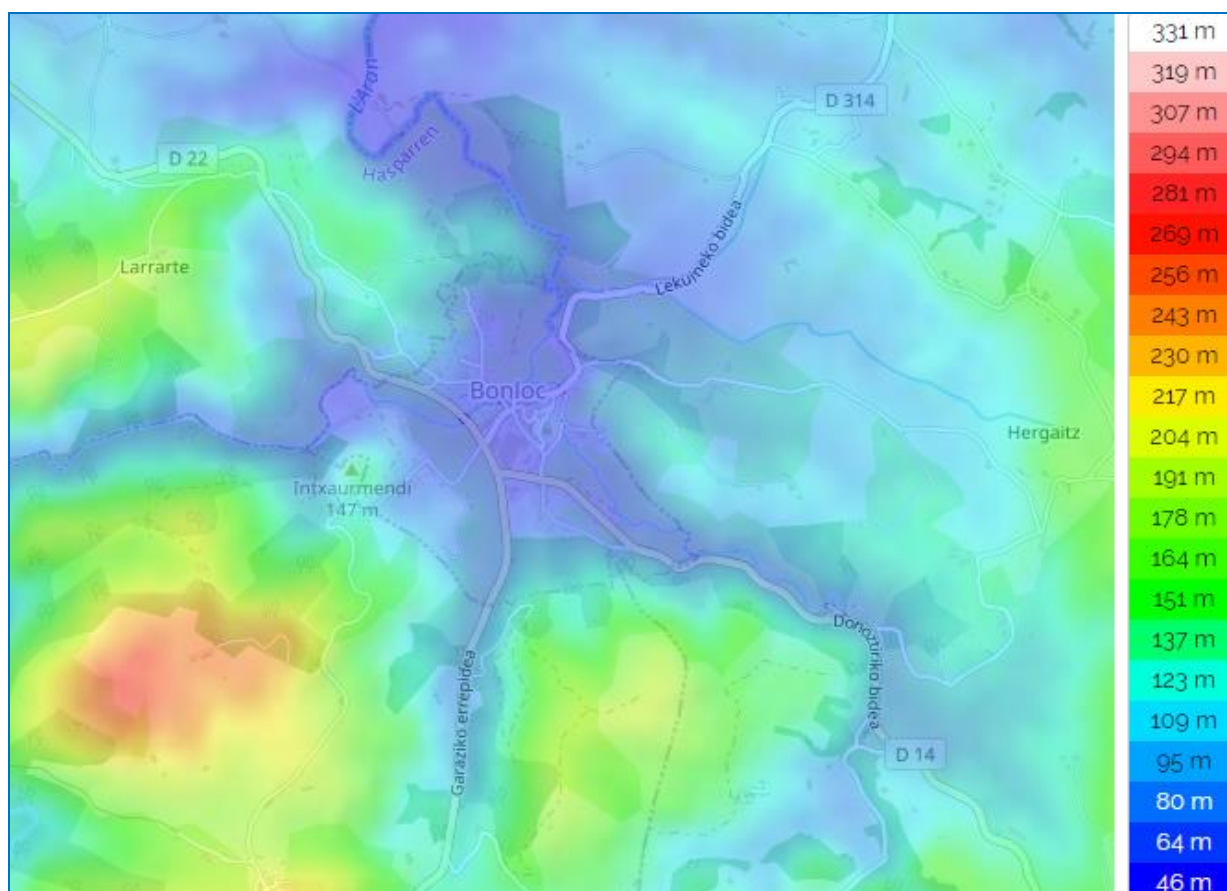


Figure 2 : Représentation topographique du territoire

B. Démographie et activités

La population communale permanente (INSEE - 2017) s'élève à 366 habitants, avec 9 % de résidences secondaires, la fréquentation connaît peu de variations saisonnières significatives.

Un léger accroissement démographique est observé depuis 1968. Cette hausse est essentiellement due à l'implantation de l'usine Boncolac, qui a fourni des emplois sur le territoire.

Toutefois, depuis une dizaine d'années la population tend à stagner, l'étroitesse du territoire ne permettant pas d'envisager d'importantes opérations foncières.

C. Géologie - Hydrographie

La commune de Bonloc est située en grande partie sur des terrains précambriens issus de la formation des massifs de l'Ursuia et du Baïgura.

Les terrains rencontrés en majorité sont (voir fig. 3) :

- Des formations détritiques types pélites issues de l'érosion des massifs précambriens (kOa),
- Des dépôts alluvionnaires. Ce sont des terrains sédimentaires comprenant sur une quinzaine de mètres d'épaisseur, des sables grossiers, des graviers, des galets, avec parfois des passées limoneuses ou argileuses (Fx-y-z).

Les formations issues du précambrien sont très anciennes et largement altérées, elles peuvent laisser en subsurface des dépôts argileux non favorables au bon fonctionnement de l'assainissement non collectif (ANC).

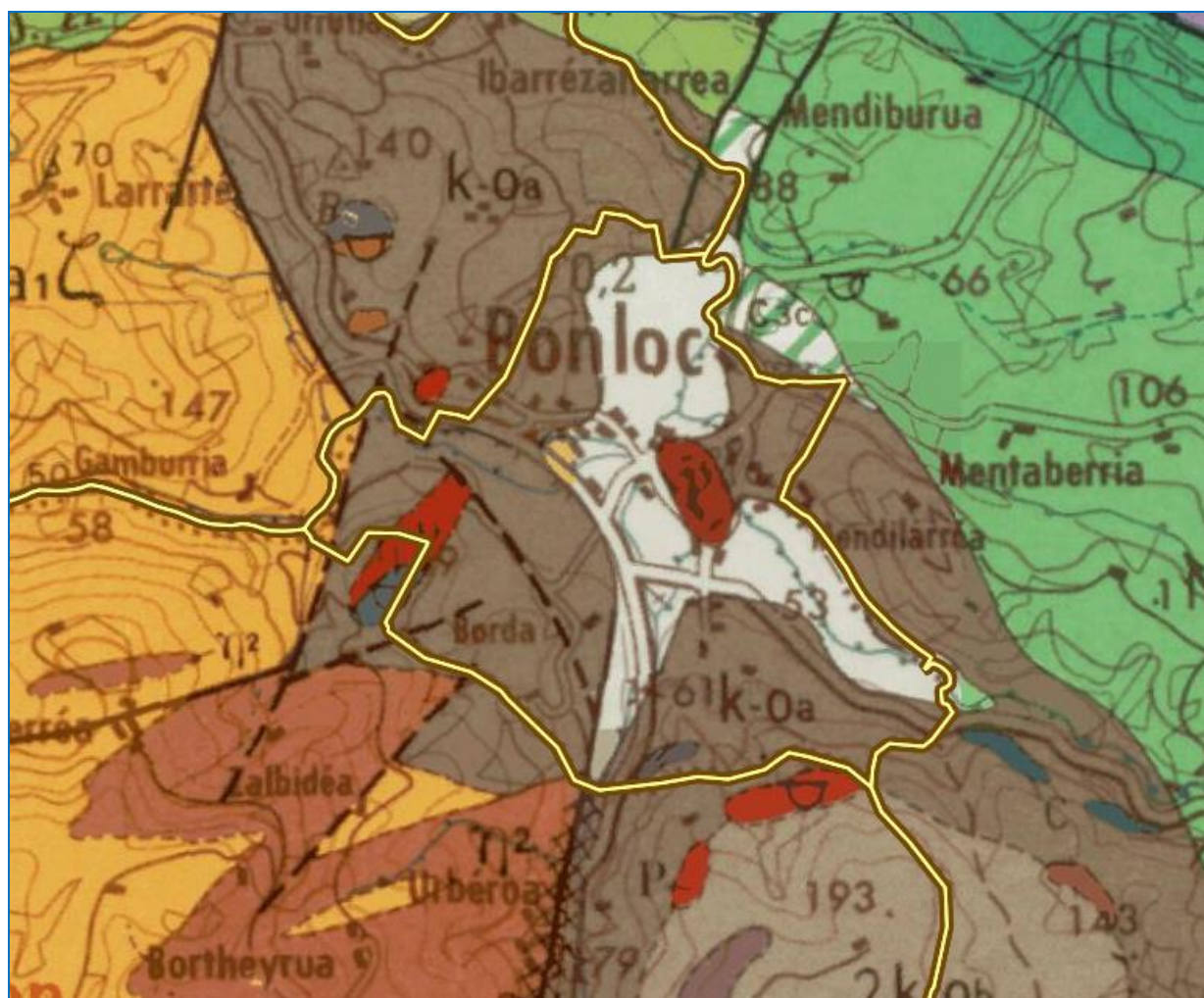


Figure 3 : Extrait de la carte géologique d'Holdy (1/50 000)

Le réseau hydrographique est particulièrement dense sur le secteur d'étude (voir fig. 4).



Figure 4 : Réseau hydrographique de Bonloc

Le rejet de la station d'épuration a lieu dans l'Aran, en limite Nord du territoire. L'autre cours d'eau notable est le Garraaldako Erreka, dont il est l'affluent.

2/ Système d'assainissement collectif

Le système d'assainissement collectif de la commune de Bonloc est constitué d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une station d'épuration.

La station d'épuration est propriété de l'usine BONCOLAC, qui en assure également la gestion. Les effluents communaux sont traités sur cette usine, à travers une autorisation de rejet, signée en 2000.

A. Réseau de collecte

Le système d'assainissement collectif de la commune de Bonloc est constitué :

	Bonloc
Longueur réseau canalisation enterrées (ml)	4 200
Type de réseau	Séparatif
Présence STEP	Oui
Nombre d'abonnés	150
Nombre d'équivalents habitants	350
Capacité maximale STEP (EH) *	333
Localisation rejet STEP	Aran

* Dédicée à la commune de Bonloc

Le réseau de collecte comporte un poste de relevage.

L'implantation schématique des réseaux figure sur le plan situé en **Annexe 2**.

B. Station d'épuration

La station d'épuration, située en aval des collecteurs d'eaux usées, permet de réaliser le traitement de la pollution avant rejet vers l'Aran.

CARACTERISTIQUES :

Capacité	TOTALE : 2000 EH (hydraulique)	300 m³/j	500 kg/j DBO ₅
	RESERVEE BONLOC : 333 EH	50 m³/j	20 kg/j DBO ₅
Type	Boues Activées		Mise en service : 2000
Milieu récepteur	Aran		Télésurveillance : Non
Constructeur	-		

L'entretien et l'exploitation des ouvrages sont assurés par l'entreprise BONCOLAC, propriétaire de la STEP.

QUALITE DES REJETS :

Les niveaux de rejets de la station d'épuration de Bonloc sont fixés par arrêté préfectoral. Ils sont définis de sorte à ne pas dégrader la qualité de l'eau et ce, même en période d'étiage.

Les normes de rejet imposées ne sont pas connues.

Le niveau des rejets obtenus (autosurveillance Boncolac) est matérialisé, pour les paramètres DBO₅, DCO et MES, par le graphique ci-dessous :

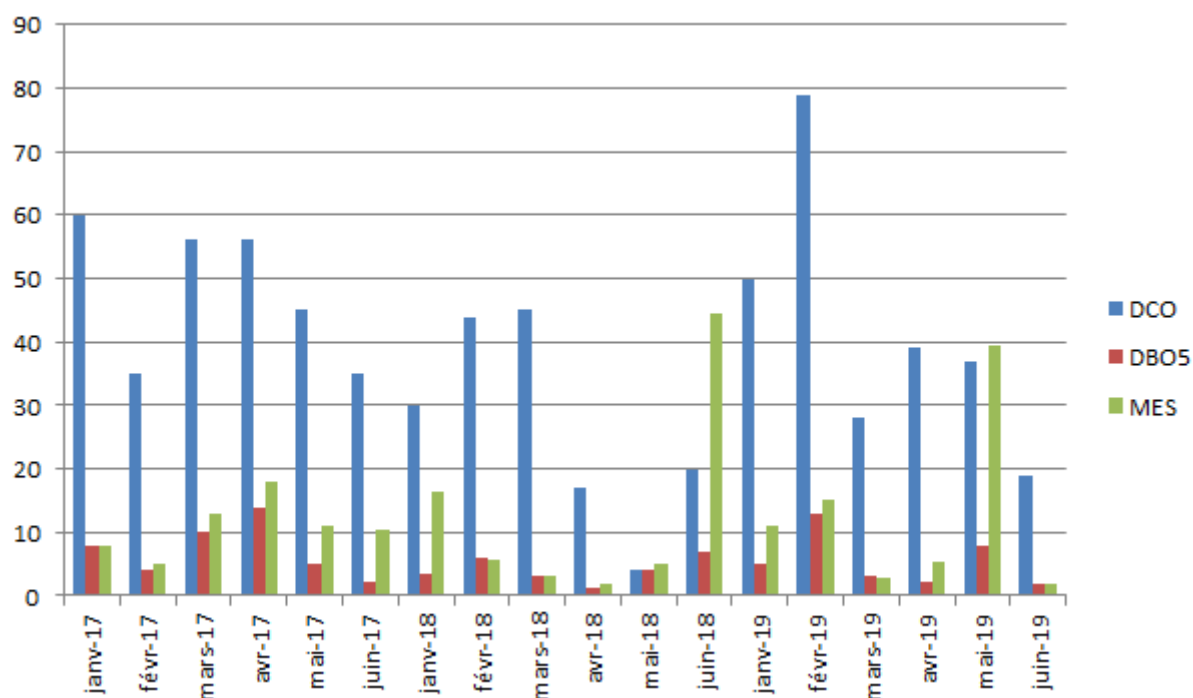


Figure 5 : Représentation graphique de la qualité des rejets

Les niveaux de rejets sont satisfaisants avec de forts rendements sur l'ensemble des paramètres. Seuls les rejets MES subissent ponctuellement des pointes en concentration.

CAPACITE DISPONIBLE :

La STEP de Bonloc est actuellement à 70% de saturation. Les prévisions laissent envisager une augmentation démographique maximale d'environ 40 EH à horizon 2040.

La capacité actuelle de la STEP pourra répondre à cette augmentation de charge, sous réserve d'une non extension de l'usine Boncolac.

Toutefois, les flux traités par la STEP en provenance de la commune de Bonloc dépassent ceux établis en 2000 dans la convention de rejet. Celle-ci est à actualiser afin de correspondre aux flux réellement apportés par la commune (proches de 400 EH à horizon 2040).

3/ Assainissement non-collectif

A. Principes (rappels)

L'assainissement non collectif correspond à des installations d'assainissement des eaux usées domestiques regroupant moins de 20 équivalents habitants.

L'assainissement est réalisé sur la parcelle de l'habitation. L'installation doit comprendre à minima :

- Un prétraitement consistant en une fosse septique (complétée par un bac à graisses) ou toutes eaux d'un volume adapté à la taille de l'habitation. La fosse joue le rôle de décanteur et de liquéfacteur des effluents,
- Un traitement et une évacuation. Cette partie est constituée soit par des tranchées filtrantes soit par un lit de sable lorsque le sol est perméable. L'évacuation est réalisée par infiltration dans le sol, lorsque sa perméabilité le permet. Les dimensions du système de traitement dépendent de la capacité d'infiltration du sol en place.

Les règles de conception et de réalisation des installations d'assainissement non collectif sont régies par l'arrêté du 7 septembre 2009 (modifié par l'arrêté du 07/03/2012), dont les modalités d'application ont été définies par la norme AFNOR DTU 64-1 (partie 1-1).

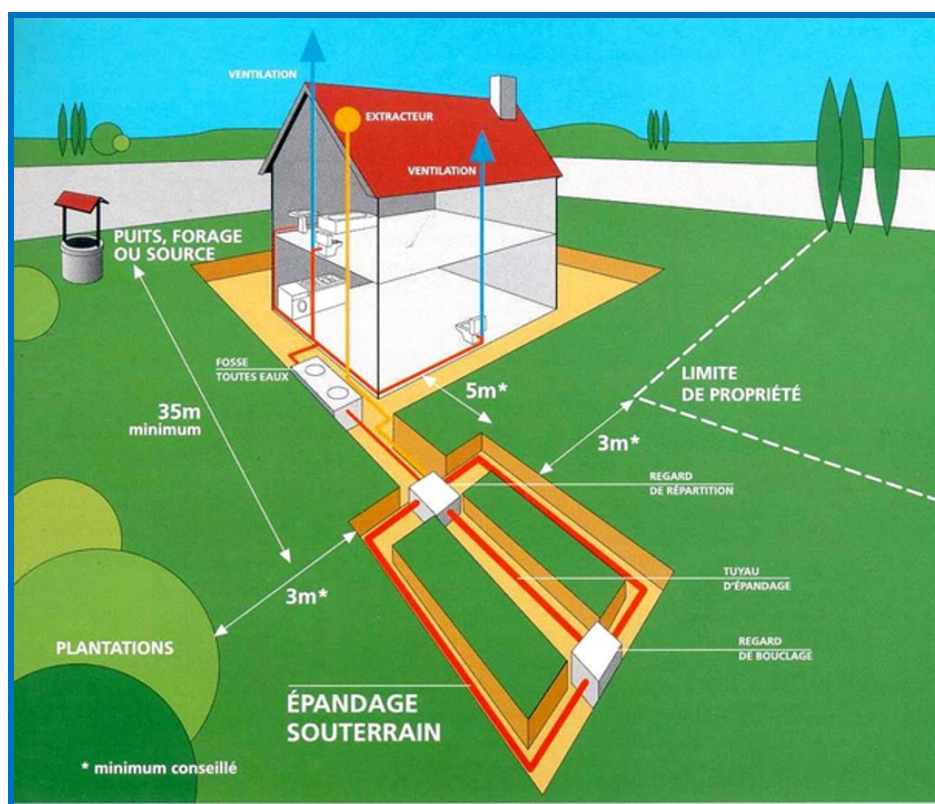


Figure 6 : Schéma de principe d'un assainissement non-collectif

Les installations doivent par ailleurs faire l'objet d'un contrôle régulier par le SPANC et être vidangées par les soins du particulier à une fréquence suffisante pour éviter tout débordement de boues.

Conformément à l'arrêté du 27 avril 2012, ce service a deux missions majeures :

- **La vérification technique de conception, d'implantation et bonne exécution** des installations d'assainissement non collectif neuves et réhabilitées,
- **La vérification périodique de bon fonctionnement et d'entretien** des installations d'assainissement non collectif existantes.

Le premier contrôle a pour objectif de s'assurer que l'installation projetée (neuve ou réhabilitée), de par sa conception et son implantation, est conforme à la réglementation en vigueur (prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 et son modificatif du 07/03/2012). Par ailleurs, il s'attache également à vérifier que la réalisation est conforme au projet validé et que son exécution est réalisée dans les règles de l'art.

Le second contrôle porte sur les installations d'assainissement non collectif existantes. Il permet de s'assurer que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la santé publique et ne cause pas de nuisances au voisinage. Par ailleurs, le service s'assure du bon entretien des installations.

La réalisation de ces 2 missions est nécessaire pour faire progresser globalement l'état du parc des installations d'assainissement autonome, en vue d'une amélioration des conditions sanitaires et d'une meilleure protection de l'environnement (captages d'eau potable, cours d'eau, milieux naturels remarquables...)

L'ensemble des installations d'assainissement non collectif présentant un danger pour la santé publique ou un risque pour l'environnement devront avoir fait l'objet d'une réhabilitation quatre ans au plus après le contrôle de l'installation lui-même réalisé avant le 31/12/2012 (Loi sur l'Eau du 30/12/2006).

B. Assainissements non-collectifs existants

INVENTAIRE :

Le territoire de la commune de Bonloc ne regroupe qu'une seule installation d'assainissement non-collectif.

RESULTATS DES DIAGNOSTICS :

Les diagnostics sont réalisés par le SPANC (compétence liée à la CAPB), conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 avril 2012 qui fixe en particulier les modalités techniques du contrôle.

Les installations sont classées selon 3 niveaux :

- **Acceptable**, qui ne nécessite pas de réhabilitation importante ou urgente,
- **Acceptable sous réserve**, dont la réhabilitation peut être éventuellement différée. Elles correspondent généralement à des installations nécessitant la réfection de certaines tranchées ou la mise en place de ventilations,
- **Non acceptable**. Ces installations présentent un risque pour l'environnement et/ou la santé publique. Elles doivent faire l'objet d'une réhabilitation rapide. Elles correspondent généralement à des installations avec absence de dispositif de traitement.

Le classement est réalisé à partir de critères définis par l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Une note est attribuée à chaque critère en fonction des caractéristiques observées :

Critères		Appréciations				Note
Etat descriptif physique de la filière	Prétraitement	Conformité apparente (1)	Inadapté ou Inaccessible (2)	Incomplet (3)	Absence (4)	a
	Traitement	Conformité apparente (1)	Inadapté ou Inaccessible (2)	Incomplet (3)	Absence (4)	b
Etat fonctionnel de la filière		Bon (1)	Moyen (2)		Médiocre (4)	c
Note "fonctionnement du dispositif" A (axbxc) =						

Critères	Appréciations				
Sensibilité du milieu	Autre (1)	Sensible (2)		Très sensible (4)	d
Densité de l'habitat	< à 5 (1)		> ou égal à 5 (1,25)		e
Densité de rejets polluants dans la zone	< à 5 (1)		> ou égal à 5 (1,25)		f
Note "impact sur le milieu et risque sanitaire" B (dxexf) =					

NOTE GLOBALE (A x B) =

> ou égal à 20	Réhabilitation urgente ("point noir") : NON ACCEPTABLE
entre 6 et 19	Réhabilitation à prévoir : ACCEPTABLE SOUS RESERVES
< ou égal à 5	Bon fonctionnement : ETAT ACCEPTABLE

Définition des termes :

***Sensibilité du milieu :**

Très sensible :

- Proximité d'une zone faisant l'objet d'un usage particulier de l'eau : zones de baignade, conchyliculture, exploitation piscicole, captage d'eau potable, activité nautiques...
- Faible profondeur de la nappe

Sensible :

- Milieu récepteur écologiquement sensible : marres, fossé...
- Zone d'eau stagnante, marécageuse plus ou moins permanente

Autre :

- Nappe à plus de 2 mètres
- Hors périmètre de protection de captage AEP

****Densité de l'habitat :**

< à 5 : Densité d'habitat inférieur à 5 habitations dans un rayon de 100 mètres autour de l'habitation concernée par le contrôle-diagnostic de l'installation d'ANC.

> ou égal à 5 : Densité d'habitation supérieur ou égal à 5 habitations dans un rayon de 100 mètres autour de l'habitation concernée par le contrôle-diagnostic d'ANC.

*****Densité de rejets polluants dans la zone :**

< à 5 : densité d'habitat inférieur à 5 habitations dans un rayon de 100 mètres autour de l'habitation concernée par le contrôle-diagnostic de l'installation d'ANC.

> ou égal à 5 : Densité d'habitation supérieur ou égal à 5 habitations dans un rayon de 100 mètres autour de l'habitation concernée par le contrôle-diagnostic d'ANC.

La note est obtenue par multiplication des cinq critères précédents, afin de déterminer le degré d'acceptabilité des installations et d'établir les priorités de réhabilitation.

Les résultats totaux des diagnostics sont présentés dans le graphe ci-dessous :

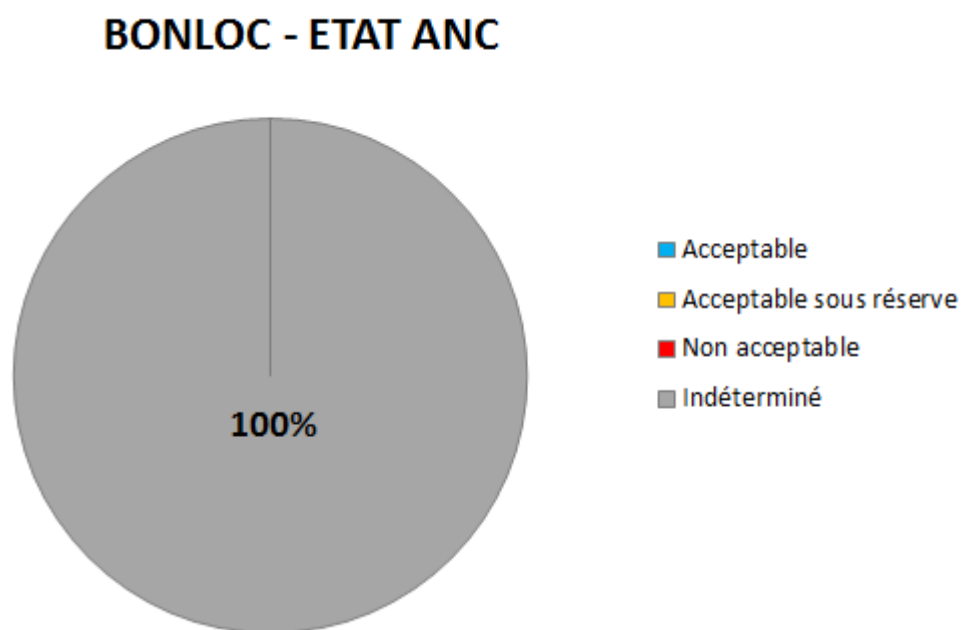


Figure 7 : Résultats des diagnostics ANC

La conformité de la seule installation ANC sur la commune est indéterminée.

C. Filières applicables

La filière d'assainissement non collectif qui peut être mise en œuvre dans le cas d'une installation neuve ou dans le cas d'une réhabilitation dépend essentiellement de la nature du sol et en particulier de sa perméabilité.

A titre d'exemple, voici les types d'ANC requis en fonction du sol rencontré :

	Perméabilité moyenne (mm/h)	Type de sol	Filière d'ANC requise
Marnes / Argiles	< 5	Imperméable	Traitement indépendant du sol (filtre à sable, à massif de zéolithe, à coco, etc...)
Flysch / Terrains précambriens	$5 < X < 15$	Faiblement perméable	Traitement indépendant du sol (filtre à sable, à massif de zéolithe, à coco, etc...)
Alluvions	> 20	Moyennement perméable	Tranchées filtrantes

Voici quelques exemples de dispositifs de traitement applicables en fonction de la localisation de l'habitat sur la commune :

- Centre-bourg : Tranchées filtrantes dimensionnées en fonction de la perméabilité réelle du sol qui devra faire l'objet d'une mesure. Le dispositif est à adapter en fonction de la pente. Un drainage du terrain peut être nécessaire en fonction de la proximité de la nappe,
- Perméabilité localement très faible à imperméable : Filtre à sable (ou toute autre technique de substitution, agréée par le SPANC) associé éventuellement à un drain situé en exutoire. Il convient de noter qu'un arrêté préfectoral du 14 juin 2010 a interdit le rejet dans le milieu superficiel des eaux traitées par un tel dispositif pour les constructions neuves. Seules les réhabilitations d'installations existantes pourront être entreprises dans le cas d'un sol à faible perméabilité (inférieure à 6 mm/h). Des mesures de perméabilité in-situ peuvent être réalisées pour déterminer si la perméabilité est localement supérieure à la valeur minimale requise.

III. Scénarios d'assainissement

Les scénarios d'assainissement proposés sont établis sur la base des critères suivants :

- Aptitude à l'assainissement non-collectif,
- Orientations du PLUi, et notamment densité de l'habitat existant et projetée (évolution démographique horizon 2040),
- Coût économique et faisabilité technique de la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes par rapport à la réalisation d'un assainissement collectif (extension de réseau) compte-tenu en particulier de la proximité avec le réseau de collecte existant.

1/ Financements de l'assainissement

Les modalités de financement de la réalisation des travaux sont les suivantes :

A. Assainissement collectif

Les investissements et les frais de fonctionnement de l'assainissement collectif sont à la charge de la CAPB, depuis le transfert de la compétence réalisé en 2019. Celle-ci peut bénéficier d'aide à la réalisation des investissements de la part de l'Agence de l'Eau Adour Garonne (AEAG). Le montant de ces subventions est variable.

Les travaux de raccordement situés sur la partie privée (branchement privé) sont réalisés par les propriétaires à leurs frais.

B. Assainissement non-collectif

Les installations neuves d'assainissement non collectif sont réalisées par les propriétaires. Il en est de même de la réhabilitation des installations pour la mise en conformité. La réhabilitation est cependant susceptible de recevoir actuellement des aides de l'Agence de l'Eau Adour Garonne (dans le cadre de son 11ème programme 2019-2024) et d'autres organismes. Les aides ne sont attribuées que pour les installations classées en zone à enjeu sanitaire, et si une opération coordonnée de réhabilitation est réalisée sous la conduite du SPANC.

Les frais de fonctionnement liés à l'ANC (vidanges, contrôles) restent à la charge de l'occupant.

2/ Scénarios par zone

Le diagnostic assainissement de Bonloc, établi en 2016, a mis en évidence l'existence d'entrées d'eaux parasites, avec un programme de travaux associé. Aucune extension de réseaux de collecte n'a été programmée, la commune étant déjà desservie à 99% par l'assainissement collectif.

A. Centre-Bourg

Le centre-bourg comprend le bâti ancien ainsi que des zones d'urbanisation (habitat pavillonnaire) plus récentes situées à proximité. Ce secteur comprend également l'usine Boncolac.

L'ensemble de l'habitat de ce secteur est desservi par un réseau d'assainissement collectif, représentant 99% de la population communale.

Ce secteur présente la densité d'habitat la plus élevée de la commune, le potentiel de densification le plus important, et est situé en zone constructible du PLUi.

L'ensemble de la zone, comprenant bâti existant et foncier constructible, est à intégrer au nouveau zonage d'assainissement collectif. Ceci facilitera la densification de l'habitat autour du centre-bourg, tel que préconisé par le SCOT du Grand-Bayonne.

B. Reste de la commune

Le reste de la commune est situé en zone non constructible, une seule habitation y est recensée, ainsi que quelques granges et hangars.

Le maintien de ces zones en assainissement non-collectif est retenu.

Cette partie du territoire de la commune n'est pas à intégrer au nouveau zonage d'assainissement collectif.

IV. Conclusion – Proposition de zonage

Le zonage proposé résulte de l'étude des différents scénarios détaillés ci-dessus. Le plan joint en annexe précise la délimitation de la zone d'assainissement collectif. Par défaut, tout secteur situé en dehors de la zone d'assainissement collectif fait partie de la zone d'assainissement non collectif.

Le nouveau périmètre d'assainissement collectif comprend la zone agglomérée actuelle située au niveau du centre-bourg, les quartiers Zalbideborda et Chastrétéguia, l'usine Boncolac, ainsi que l'ensemble des zones constructibles à proximité immédiate.

La zone d'assainissement collectif ainsi définie représente un potentiel maximal d'environ 15 futurs logements soit 40 habitants sur la base de 2,5 habitants par logement.

La capacité de la STEP actuelle permettra de traiter cet apport supplémentaire, ses performances de rejet sont par ailleurs satisfaisantes.

Toutefois, la convention de rejet entre la commune de Bonloc et Boncolac devra être actualisée, avec une augmentation des flux communaux acceptés sur la STEP.

GLOSSAIRE

- CAPB : Communauté d'Agglomération Pays Basque
- SDA : Schéma Directeur Assainissement
- EU : Eaux Usées. Constituées de toutes les eaux de nature à contaminer les milieux dans lesquels elles sont déversées. Elles sont généralement formées du sous-produit d'une utilisation humaine, soit domestique, soit industrielle.
- EP : Eaux pluviales.
- STEP : STation d'EPuration des eaux usées
- ECP : Eaux claires parasites permanentes. Eaux parasites d'infiltration diffuse de la nappe, qui peuvent s'introduire au niveau des anomalies structurelles, d'assemblage et/ou fonctionnelles du réseau d'eaux usées. Un problème d'étanchéité est également une cause possible.
- PLU : Le plan local d'urbanisme est le principal document d'urbanisme de planification de l'urbanisme au niveau communal ou éventuellement intercommunal. Il remplace le plan d'occupation des sols (POS) depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000, dite loi SRU.
- MATEMA : Mission d'Animation Territoriale de l'Eau et des Milieux Aquatiques. Cf SATESE
- PR : Poste de Refoulement des eaux usées
- DO : Déversoir d'Orage. Ce sont des ouvrages utilisés sur le réseau d'évacuation des eaux des agglomérations possédant un réseau unitaire. Ils permettent le déversement des eaux excédentaires, non admissibles par la STEP.
- SPANC : Service ayant en charge le contrôle de tous les systèmes d'assainissement effectuant la collecte, le traitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif. L'obligation des contrôles est imposée par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.
- ANC : Désigne généralement l'ensemble des moyens et filières de traitement permettant d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, uni familiale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : PLAN GENERAL DE LA COMMUNE

ANNEXE N°2 : ZONAGE ASSAINISSEMENT

ANNEXE N°1 :

PLAN GENERAL DE LA COMMUNE

ANNEXE N°2 :

ZONAGE ASSAINISSEMENT

